

URGENCE ECOLOGIQUE ET URGENCE SOCIALE !

Devant l'urgence de la situation sur le plan social et environnemental, nos organisations font le choix d'agir pour une véritable politique écologique et sociale.

Si les différents gouvernements en Europe et dans le monde n'agissent pas rapidement, les conséquences sur notre planète, notre environnement, notre santé, tout simplement sur notre avenir seront irréversibles. Ainsi, ce sont déjà des millions de personnes qui sont contraintes à la migration, pour des causes climatiques et économiques, entraînant des milliers de réfugié-es sur nos côtes. Il n'y a pas de justice sociale sans justice écologique, les 2 sont indissociables. Ce sont, principalement, les personnes les plus précaires et les jeunes qui sont directement confronté-es aux conséquences de la crise sociale et écologique sans précédent.

Chaque attaque sur les droits des travailleuses et travailleurs ne fait qu'aggraver cette situation. C'est une réponse collective et non une culpabilisation individuelle qu'il faut apporter à la situation actuelle. Cela engage donc la responsabilité des États et du patronat au service du capitalisme.

Aujourd'hui, les 100 plus grandes compagnies mondiales sont responsables de 70% des émissions de gaz à effet de

serre et 1% de la population la plus riche a une empreinte carbone 40 fois supérieure aux 10% les plus pauvres. Ce sont, avant tout, les modes de productions, de transports et de consommation qu'il faut faire évoluer. Cela passe notamment par la rénovation énergétique des logements, le développement des circuits courts et de l'emploi local.

Une autre répartition des richesses, avec plus de justice sociale et fiscale est indispensable. Or, hausse de la précarité, baisse du pouvoir d'achat d'une grande partie de la population, réforme des retraites, de l'assurance chômage, politiques en direction de la jeunesse, destruction des services publics... visent à creuser encore les inégalités et accentuent la pauvreté.

Pour répondre à l'urgence sociale et climatique, une autre politique est indispensable. Cela passe par l'amélioration des conditions de vie et de travail, dans le respect de l'environnement. Tant que les capitaux seront investis selon la rentabilité des secteurs, profitant d'endroits où les salaires sont très réduits, exploitant et transportant les matières premières d'un bout à l'autre de la planète, on ne luttera pas efficacement contre ce qui provoque l'urgence écologique.

Les signataires appellent à participer sous différentes modalités d'action aux initiatives :

- Le 20 septembre à 14h30 place de la résistance à Blois à l'appel des organisations de jeunesse « Youth for climate 41 ».
- Le 27 septembre à 17h30 Place de la résistance à l'appel des organisations signataires